

*Obj. 2<sup>o</sup>.* Si peccatores ad Ecclesiam vere pertinerent, essent membra Christi: atqui repugnat Christum huiusmodi habere membra, tunc enim ipsius corpus esse monstrum, ait *Jurieu*; ergo.

*R. Nego min. et ejus probationem.* Non enim ibi agitur de corpore Christi naturali, sed de corpore mystico, seu de societate quæ sensu aliquo morali et allegorico corpus ejus dicitur: atqui non repugnat peccatores ad huiusmodi corpus Christi pertinere; nam, ut societas absque ulla indecentia corpus Christi mysticum dici possit, sufficit quod, in se spectata, sit bona, sancta et perfecta: atqui Ecclesia, licet peccatores contineat, est nihilominus societas bona, sancta et perfecta, ut ostendimus, de sanctitate ejus specialiter agendo: ergo non repugnat peccatores membra illius esse, sed mortua, quia gratia sanctificante non vivificantur.

Plurimi obijciuntur textus SS. Patrum, præsertim S. Aug.; sed cum ille sanctus doctor alique Patres doctrinam nostram tradant, ut supra vidimus, textus nobis objecti alio sensu necessario debent intelligi: et revera, si attente considerentur, intelliguntur vel de Ecclesia triumphante, vel de virtutibus internis quæ animam Ecclesiæ constituunt, sicque non probant peccatores etiam insignes membra corporis Ecclesiæ non esse.

---



---

## COMPENDIUM HISTORICUM I.

### DE SCHISMATE ANNI 1791.

Ex via discussionis, a novatoribus decimi sexti sæculi admissa, infinitæ numero scaturierunt sectæ et opiniones diversæ, præsertim in Anglia. Præcipuas jam nominavimus sectas quæ in sinu *Lutheranismi* et *Calvinismi*, aliæ post alias, exortæ sunt. Unusquisque suum voluit excogitare systema et particularem suam habere religionem. Tot disputationibus nimis defatigata ratio et cupiditatibus obcæcata, vehementi correpta est odio contra omnes religiones positivas; eas sibi representavit ut æqualiter falsas; contra eas ardentem insurrexit, omnem suggillavit revelationem. Hinc pernicioso nata est deistarum, etiam atheorum doctrina quæ ab Anglia et Batavia in Galliam cepit introduci paulo post initium decimi octavi sæculi. Eam præcipue defendit et omni genere librorum apud nos propagavit Franciscus Maria *Arouet* dictus postea *Voltaire*, anno 1694 natus, et anno 1778 mortuus: fere uno integro vixit sæculo, et totus semper fuit ut omnem religionem revelatam subverteret.

Famosissimus vir ille multos alios adjunxit viros, qui perpetuo et infatigabili zelo nihil non tentaverunt ut principia incredulitatis omnibus insinuarent ac persuaderent; innumera ediderunt volumina in omni genere et forma. Nomine *philosophorum* decorati, universis artibus et scientiis abusi sunt, ut cunctas ideas huc usque receptas obtenebrarent et omnium corda depravarent. Auctoritatem ecclesiasticam et civilem in multis reprehendentes et continuis diceriis lacescentes, in quemdam contemptum adduxerunt. Veteres quæque institutiones deprimebantur, et tota philosophorum schola semper et undique reformationem, seu potius radicalem regenerationem, ut aiebat, describebat, commendabat, exoptabat et petebat. Multi, præsertim in ordine plebeio, his imbuti erant principiis, et numerus eorum magis ac magis quotidie crescebat; mentes circumquaque ardenti innovationis desiderio laborabant.

Ex altera parte numerosior Jansenianorum et Quesnellistarum secta, quæ tanta pertinacia, versutia et subtilitate utrique potestati a tot annis resistebat, gravissimum intulerat ei nocumentum.

Anno 1788, Ludovicus XVI, consilio ministri sui *Necker* cedens, generalia totius regni comitia pro anno sequenti convocavit; multi ex iis qui in variis provinciis fuerunt electi, novis opinionibus vel Jansenianorum erroribus erant infecti. Prima comitiorum sessio, cui rex ipse præfuit, locum habuit die 5 maii 1789. Legati plebis (*les députés du tiers-état*) statim petierunt ut, contra morem consue-

tum, tres ordines unum tantum efficerent conventum, qui per capita et ad majoritatem numericam opinaretur. Hanc concessionem, non tamen sine difficultate, obtinuerunt; ea semel obtenta, novitatis et reformationis amatores in majori semper fuerunt numero, et sic postea fecerunt quidquid voluerant.

Die 2 novembris ejusdem anni, dictus conventus hanc decrevit propositionem: *Les biens du clergé seront mis à la disposition de la nation*. 13 februarii 1790, omnes monasticos ordines utriusque sexus suppressit, et vota religiosa abolevit. Die 12 julii ejusdem anni 1790 decrevit Constitutionem civilem cleri. In illa constitutione hæc inter alia erant statuta.

TITRE I<sup>er</sup>.

» *Art. 1<sup>er</sup>*. Chaque département formera un seul diocèse, et chaque diocèse aura la même étendue et les mêmes limites que le département.

» *Art. 2*. Les sièges des évêques des quatre-vingt-trois départements du royaume seront fixés, savoir, etc.

» Tous les évêchés existants dans les quatre-vingt-trois départements du royaume et qui ne sont pas nommément compris au présent article sont et demeurent supprimés.

» Le royaume sera divisé en dix arrondissements métropolitains, dont les sièges seront, etc.

» *Art. 3*. Il est défendu à toute église ou paroisse de France, et à tout citoyen français, de reconnaître, en aucun cas, sous quelque prétexte que ce soit, l'autorité d'un évêque ordinaire ou métropolitain dont le siège serait établi sous la domination d'une puissance étrangère, ni celle de ses délégués, résidants en France ou ailleurs...

» *Art. 7*. L'église cathédrale de chaque diocèse sera ramenée à son état primitif d'être en même temps église paroissiale et église épiscopale, par la suppression des paroisses, et le démembrement des habitations qu'il sera convenable d'y réunir.

» *Art. 8*. La paroisse épiscopale n'aura pas d'autre pasteur immédiat que l'évêque; tous les prêtres qui y seront établis seront les vicaires et en feront les fonctions.

» *Art. 9*. Il y aura seize vicaires de l'église cathédrale dans les villes qui comprendront plus de 10,000 âmes, et douze seulement dans celles où la population sera au-dessous de 10,000 âmes.

» *Art. 10*. Il sera conservé ou établi dans chaque diocèse un seul séminaire pour la préparation aux ordres.

» *Art. 12*. Pour la conduite et l'instruction des jeunes élèves dans les séminaires, il y aura un vicaire supérieur, et trois vicaires directeurs, subordonnés à l'évêque...

» *Art. 14*. Les vicaires des églises cathédrales, les vicaires supérieur et directeurs du séminaire formeront ensemble le conseil

» habituel et permanent de l'évêque, qui ne pourra faire aucun acte de juridiction, en ce qui concerne le gouvernement du diocèse et du séminaire, qu'après en avoir délibéré avec eux. Pourra néanmoins l'évêque, dans le cours de ses visites, rendre seul telles ordonnances provisoires qu'il appartiendra.

» *Art. 15*. Dans toutes les villes et bourgs qui ne comprennent pas plus de 6,000 âmes, il n'y aura qu'une seule paroisse; les autres paroisses seront supprimées.

» *Art. 20*. Tous titres et offices, autres que ceux mentionnés en la présente constitution, les dignités, canonicats, prébendes, demi-prébendes, chapelles, chapelles, tant des églises cathédrales que des églises collégiales, et tous chapitres réguliers et séculiers, de l'un et de l'autre sexe, les abbayes et prieurés en règle ou en com-mende aussi de l'un et de l'autre sexe, et tous autres bénéfices et prestations généralement quelconques, de quelque nature et sous quelque dénomination que ce soit, sont, à compter du jour de la publication du présent décret, éteints et supprimés, sans qu'il puisse jamais en être établi de semblables.

## TITRE II.

» *Art. 1*. A compter du jour de la publication du présent décret, on ne connaîtra qu'une seule manière de pourvoir aux évêchés et aux cures; c'est à savoir, la forme des élections.

» *Art. 2*. Toutes les élections se feront par la voie du scrutin, et à la pluralité absolue des voix.

» *Art. 3*. L'élection des évêques se fera dans la forme prescrite, et par le corps électoral, indiqués dans le décret du 23 décembre 1789 pour la nomination des membres de l'assemblée du département...

» *Art. 7*. Pour être éligible à un évêché, il sera nécessaire d'avoir rempli au moins pendant quinze ans les fonctions du ministère ecclésiastique dans le diocèse en qualité de curé, de desservant ou de vicaire, de vicaire supérieur ou vicaire directeur du séminaire...

» *Art. 14*. La proclamation de l'élu se fera par le président de l'assemblée électorale, dans l'église où l'élection aura été faite...

» *Art. 16*. Au plus tard dans le mois qui suivra son élection, celui qui aura été élu à un évêché se présentera en personne à son évêque métropolitain, et s'il est élu pour le siège de la métropole, au plus ancien évêque de l'arrondissement, avec le procès-verbal d'élection et de proclamation, et le suppliera de lui accorder la confirmation canonique.

» *Art. 18*. L'évêque à qui la confirmation est demandée ne pourra exiger de l'élu d'autre serment, si ce n'est qu'il fait profession de la religion catholique, apostolique et romaine.

» *Art. 19*. Le nouvel évêque ne pourra s'adresser au Pape pour en obtenir aucune confirmation, mais il lui écrira comme au chef vi-

» sible de l'Eglise universelle, en témoignage de l'unité de foi, et de  
» la communion qu'il entretient avec lui.

» *Art. 20.* La consécration de l'évêque ne pourra se faire que dans  
» son église cathédrale....

» *Art. 21.* Avant que la cérémonie de la consécration commence,  
» l'élu prêtera, en présence des officiers municipaux, du peuple et  
» du clergé, le serment de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse  
» qui lui est confié, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de  
» maintenir de tout son pouvoir la constitution décrétée par l'As-  
» semblée nationale et acceptée par le roi.

» *Art. 22.* L'évêque aura la liberté de choisir les vicaires de son  
» église cathédrale dans tout le clergé de son diocèse, à la charge  
» par lui de ne pouvoir nommer que les prêtres qui auront exercé des  
» fonctions ecclésiastiques au moins pendant dix ans; il ne pourra  
» les destituer que de l'avis de son conseil, et par une délibération  
» qui aura été prise à la pluralité des voix, en connaissance de  
» cause.

» *Art. 23.* Les curés actuellement établis en aucunes églises cathé-  
» drales, ainsi que ceux des paroisses qui seront supprimées pour être  
» réunies à la cathédrale et en former le territoire, seront de plein  
» droit, s'ils le demandent, les premiers vicaires de l'évêque, chacun  
» suivant l'ordre de leur ancienneté dans les fonctions pastorales.

» *Art. 24.* Les vicaires supérieurs et vicaires directeurs du sémi-  
» naire seront nommés par l'évêque et son conseil, et ne pourront  
» être destitués que de la même manière que les vicaires de l'église  
» cathédrale.

» *Art. 25.* L'élection du curé se fera dans la forme prescrite, et par  
» les électeurs indiqués dans le décret du 22 décembre 1789 pour la  
» nomination des membres de l'assemblée administrative du district.

» *Art. 31.* Pour être éligible à une cure, il sera nécessaire d'avoir  
» rempli les fonctions de vicaire dans une paroisse, ou dans un hô-  
» pital et autre maison de charité du diocèse, au moins pendant  
» cinq ans.

» *Art. 35.* Celui qui aura été proclamé élu à une cure, se présen-  
» tera en personne à l'évêque avec le procès-verbal de son élection  
» et proclamation, à l'effet d'obtenir de lui l'institution canonique.

» *Art. 36.* L'évêque aura la faculté d'examiner l'élu, en présence  
» de son conseil, sur sa doctrine et ses mœurs : s'il le juge capable,  
» il lui donnera l'institution canonique; s'il croit devoir la lui refuser,  
» les causes du refus seront données par écrit, signées de l'évêque et  
» de son conseil, sauf aux parties le recours à la puissance civile.

» *Art. 38.* Les curés élus et institués prêteront le même serment  
» que les évêques, dans leur église, un jour de dimanche, avant la  
» messe paroissiale, en présence des officiers municipaux du lieu,  
» du peuple et du clergé : jusque là ils ne pourront faire aucunes  
» fonctions curiales....

» *Art. 40.* Les évêchés et les cures seront réputés vacants, jusqu'à  
» ce que les élus aient prêté le serment ci-dessus mentionné.

» *Art. 41.* Pendant la vacance du siège épiscopal, le premier vi-  
» caire et, à son défaut, le second vicaire de l'église cathédrale rem-  
» placera l'évêque tant pour les fonctions curiales que pour les  
» actes de juridiction qui n'exigent pas le caractère épiscopal; mais en  
» tout il sera tenu de se conduire par les avis du conseil.

» *Art. 42.* Pendant la vacance d'une cure, l'administration de la  
» paroisse sera confiée au premier vicaire, sauf à y établir un vicaire  
» de plus, si la municipalité le requiert...

» *Art. 43.* Chaque curé aura le droit de choisir ses vicaires; mais  
» il ne pourra fixer son choix que sur des prêtres ordonnés ou  
» admis dans le diocèse par l'évêque.

» *Art. 44.* Aucun curé ne pourra révoquer ses vicaires que pour  
» des causes légitimes, jugées telles par l'évêque et son conseil. »

(*Tiré du Procès-verbal de l'Assemblée nationale de 1790, t. xxiv.*)  
Cum ipse textus prædictæ Constitutionis difficile nunc inveniatur,  
præcipuos ejus articulos de verbo ad verbum referendos duximus,  
ut unusquisque eos legere queat : sola inspectione clare percipitur  
illam multis et gravissimis scaturire vitiiis.

1° *Conventus nationalis, propria auctoritate, absque recurso ad  
potestatem ecclesiasticam, omnes veteres dioceses, saltem aliquo  
modo, mutat aut reformat; multas destruit, novas erigit; has mi-  
nuit, illas auget, etc.*

2° *Prohibet ne ulla ecclesia vel civis Gallicanus auctoritatem cu-  
jusvis episcopi extranei agnoscat, etc.*

3° *Novum instituit modum administrandi et regendi ecclesias ca-  
thedrales, etiam in spiritualibus. Item pro seminariis.*

4° *Divinam episcoporum auctoritatem evertit, intra certos limites  
eam coercendo, et quoddam eis imponendo Consilium, sine cujus  
sententia fere nihil facere possunt.*

5° *Omnes titulos ecclesiasticos et dignitates, cuncta beneficia et  
officia in perpetuum tollit.*

6° *Consuetum modum nominandi et instituendi episcopos abro-  
gans, novam excogitat formam eos eligendi, juxta quam protestan-  
tes, Judæi, et quicumque impii homines ad designandum primum  
pastorem catholicum immediate concurrunt, imo illum nominare  
possunt; nam fieri potest ut in majori sint numero.*

7° *Vetat ne deinceps institutio canonica a summo Pontifice acci-  
piatur, et statuit ut a solo metropolitano petatur et obtineatur, vel  
a suffraganeo qui ratione ordinationis est primus.*

8° *Contra jus canonicum et concilii Tridentini præceptum. sess. 24  
de Reform. cap. 16, decernit quod, sede vacante, tota jurisdictio spiri-  
tualis penes primum aut secundum vicarium deinceps manere debeat.*

9° *Novum pariter instituit modum, prorsus inauditum, eligendi  
parochos eosque constituendi, fere independenter ab episcopo, etc.,  
etc., etc.*

Porro manifestum est, ex principiis in Tractatu nostro positis et  
demonstratis, hos articulos totam Ecclesiæ Christi disciplinam ejus-  
que constitutionem turbare, et plurimis in punctis evertere : laici

enim, magistratus et ipsi reges nullam habent potestatem circa res spirituales : atqui tamen Conventus nationalis erat cœtus laicorum. Aliunde etiamsi fuisset cœtus clericorum, vel etiam episcoporum, generalem Ecclesiæ disciplinam nec licite nec valide mutare potuisset, saltem absque consensu summi Pontificis. Insuper episcopi jure divino perfectam et completam habent jurisdictionem in tota diœcesi sua : nullo modo igitur sub absoluta consilii dependentia constitui, nec jure ordinario nominandi ad parochias a quocumque privari possunt.

Hinc 1<sup>o</sup> prædictum Conventus nationalis decretum immerito dictum est *Constitutio civilis cleri*, quasi ad statum ejus temporalem vel civilem duntaxat spectaret.

Hinc 2<sup>o</sup> quicumque vi illius Constitutionis instituti sunt episcopi, parochi, vicarii aut confessores, legitimam missionem non obtinuerunt, nullam habuerunt jurisdictionem, sicque manifeste erant intrusi.

Hinc 3<sup>o</sup> eo ipso quod erant intrusi et omni jurisdictione destituti, varios titulos usurpantes vel ab usurpatoribus accipientes, constituebantur schismatici, quidquid dicerent, nam de facto a legitima auctoritate se separabant, unitatem solvebant, et altare contra altare erigebant.

Hinc 4<sup>o</sup> parochi titulares qui cum novis episcopis communicabant in divinis, eos agnoscebant ut legitimos, statim fiebant schismatici ; non tamen jurisdictione spoliabantur, nec illa unquam fuerunt destituti, quia non fuerunt publice denunciati.

Hinc 5<sup>o</sup> non solum schismatica, sed et heretica est supradicta Constitutio civilis cleri ; nam, ut ait Pius VI in brevi ad card. *de la Rochefoucault*, etc. diei 10 martii 1791 : « Inter decreta ipsa, non » solum disciplinaria, sed et alia non pauca in eversionem puri im- » mutabilisque dogmatis congeruntur. »

Præterea, de fide est 1<sup>o</sup> jus administrandi res spirituales potestati civili non competere ; 2<sup>o</sup> summum Pontificem potestatem habere jurisdictionis in totam Ecclesiam ; 3<sup>o</sup> episcopos legitima missione seu confirmatione canonica indigere ; 4<sup>o</sup> eos, valide institutos, esse presbyteris superiores, et habere jurisdictionem ab illis independentem, etc., etc. ; atqui Constitutio civilis hæc omnia subvertit : ergo.

Hinc 6<sup>o</sup> centies potius moriendum erat quam semel præstare juramentum art. 21 et 38 secundi tituli præscriptum ; quia, cum esset de re graviter illicita, illius præstatio a peccato mortali excusari non poterat.

Ludovicus XVI hæc cleri Constitutionem valde improbat ; et tamen vi circumstantiarum coactus est eam regali sanctione sua munire, eamque promulgavit die 24 augusti 1790.

Cardinalis *de la Rochefoucault*, Rothomagensis archiepiscopus, et 29 alii archiepiscopi aut episcopi, Conventus nationalis membra, claram et solidam instructionem circa Constitutionem civilem cleri ediderunt, sub hoc titulo : *Exposition des principes sur la Constitution du clergé, par les évêques députés à l'Assemblée nationale*, die 30 octobris 1790. Alii episcopi Gallicani vel extensionem suæ

diœcesis in Gallia habentes, numero 110, dictæ Expositioni positive adhæserunt : hæc igitur facta est judicium totius Ecclesiæ Gallicanæ.

Die 27 novembris ejusdem anni, Conventus nationalis, opus suum semper prosequens, decrevit omnes episcopos et parochos qui intra octo dies juramentum Constitutione præscriptum non emisissent, statim habendos fore tanquam titulo per voluntariam dimissionem privatos.

Omnes viri ecclesiastici qui in Conventu sedebant, juramentum solemniter præstare debebant 4 januarii 1791. Henricus *Grégoire*, parochus *d'Embermesnil*, primus juravit et cum illo 70 circiter alii parochi vel clerici secundi ordinis. Cæteri jurare noluerunt.

In provinciis multo major et sanior pars cleri statutum juramentum præstare fortiter recusavit. Ex 135 episcopis Gallicanis titularibus quatuor tantum juramento se obstrinxerunt, scilicet cardinalis *de Brienne*, archiepiscopus Senonensis ; *de Savines*, episcopus Vivariensis ; *de Jarante*, episcopus Aurelianensis, et *Talleyrand de Périgord*, episcopus Augustodunensis.

Tunc ubique electi sunt episcopi secundum novam formam Constitutione statutam ; primos consecravit episcopus Augustodunensis, die 25 januarii, nempe *Expilly* pro præfectura Finisterræ, et *Marolles* pro præfectura dicta *l'Aisne* ; episcopi enim, juxta novam Constitutionem, non per nomen civitatis designabantur, sed per nomen præfecturæ, sicque per mare, montes et flumina. Statim atque novi constituti sunt episcopi, omnes parochi aliique sacerdotes qui juramentum præstare noluerant, e parochiis suis respectivis fuerunt expulsi, et sic, per totum Christianissimum regnum, luctuosum consummatum est schisma.

Pius VI, ad quem episcopi *Expositionem* suam principiorum miserant, duas edidit longas epistolas in forma brevium, unam diei 10 martii ad 30 episcopos Conventus nationalis, et alteram diei 13 aprilis 1791 ad omnem Galliæ clerum et populum. In his epistolis plurima Constitutionis principia discutebat Pontifex ; ipsamque Constitutionem pessimam esse, schismaticam et multum erroneamclare ostendebat.

Has epistolas pro non existentibus habuerunt schismatici, sub prætextu quod juxta formam in regno consuetam receptæ et publicatæ non fuissent ; quasi condemnationes adversus hæreticos et schismaticos validæ non essent, nisi ab ipsis secundum ordinarias formas acceptarentur.

Die 3 maii episcopi Conventus nationalis summo Pontifici responderunt, eum emixe rogantes ut de ipsis minime sollicitus esset, sed tantum de Ecclesia, et ideo sedium suarum dimissiones illi offerebant. Pluries adhuc scripsit Pius VI circa Constitutionem cleri, tum ad catholicos, tum ad schismaticos. Brevia ejus et decisiones utilissime leguntur, 3 vol. in-12, cum versione Gallica.

Conventus nationalis sessiones suas terminavit die 30 septembris, et alter, qui dictus est Legislativus, statim ei successit. Posterior iste

Conventus decrevit, die 29 novembris, quod omnes sacerdotes erga Constitutionem civilem rebelles et iuramentum non præstantes quacumque pensione a gubernio solvenda spoliarentur. Die 6 aprilis 1792, omnem prohibuit habitum clericalem. Tunc furiosa cœpit exerceri persecutio contra Episcopos et sacerdotes, religiosos et etiam passim moniales aut simplices fideles. Innumeri presbyteri fuerunt deportati, vel ipsi ad persecutionem vitandam in exilium fugerunt: alii vero ludibria et verbera experti, insuper et vincula, et carceres, lapidati sunt, secti sunt, tentati sunt, in occisione gladii mortui sunt. Hebr. xi, 36.

## COMPENDIUM HISTORICUM II.

### DE CONCORDATO ANNI 1801,

#### ET DE SECTA QUÆ DICITUR LA PETITE ÉGLISE.

##### § I. — De Concordato.

Novus clerus juxta Constitutionem civilem institutus, et propterea clerus *Constitutionalis* vocatus, non multum causam suam honoravit. Episcopi præfecturarum, candidatis convenientibus et bene dispositis omnino indigentes, manus imposuerunt iis omnibus quos invenire potuerunt, viris ignobilibus, quorum minor defectus erat ignorantia. Novis opinionibus contra cœlibatum presbyterorum, caeremonias ecclesiasticas, mysteria divina et cultum ipsum subscribentes, multi in anno 1793 sacrilega inierunt matrimonia, functiones sacras deseruerunt, contra fidem et mores prædicaverunt, publice omnem religionem abjecerunt, et variis criminibus turpiter se inquinaverunt. Eodem modo omnis cultus religiosus fuit proscriptus. Ingens et universalis exstitit terror usque ad mortem *Robespierre*, qui die 28 julii 1794 abscissione capitis merito plexus est. Ex hac die minus crudelis fuit persecutio; et 21 februarii 1795, Conventus (*la Convention*) libertatem omnium cultuum decrevit, ea lege quod gubernium nullam retributionem pecuniariam ministris religionis solveret, nec ullum eis assignaret ædificium publicum: die 3 maii, statuit quod templa non adhuc alienata cultui divino restituerentur, et omnes sacerdotes perfecta libertate cultum suum exercendi fruere, modo expresse declararent se futuros esse legibus Reipublicæ submissos. Multæ tunc apertæ sunt ecclesiæ et cultus catholicus solemniter passim in eis celebrari cœpit. At illa libertas non diu exstitit: in mensibus septembris et octobris, novæ excogitatæ sunt vexationes contra sacerdotes, novum petatum est iuramentum ut exsecutio legum an. 1792 et 1793 conditarum.

In mense novembri, Directorium Conventui successit; die 9 martii anni 1796, sub pœna deportationis præscripsit ut omnes qui publicam exerebant functionem, odium regimini monarchico voverent, dicentes: *Je jure haine à la royauté et à l'anarchie, attachement et fidélité à la République et à la Constitution de l'an III*. Inter Brevia Pii VI duæ exstant epistolæ contra iuramentum istud, nomine dieti Pontificis scriptæ, una Archiepiscopi Tyriensis, et altera Episcopi Isaurencis (t. III, p. 355).

Persecutio tamen minus ardens erat, et in diem defervebat; sed de novo cum furore exarsit post 18 fructidor (4 septembris 1796); qua die Directorium vastam detexit et compressit conspirationem contra ipsum tentatam ad restituendum regimen monarchicum et regium. Multi sacerdotes exportati sunt, cum aliis non paucis, in aridas et mortiferas Americæ regiones; alii in veteribus navibus (*les pontons*) catervatim fuerunt reclusi, ubi ærumnis et incomprehensibilibus miseriis confecti, per centenos moriebantur.

Napoleo *Bonaparte*, ex Ægypto inopinate adveniens, Directorium evertit die 10 novembris 1799, gubernium tunc existens mutavit, aliud substituit, creatus vel declaratus est primus Consul, et sic in eo tota vis publica exstitit. Extemplo omnis persecutio cessavit; presbyteri in carceribus detenti exierunt; qui exsules erant redire potuerunt; solum sacramentum submissionis legibus ab illis exigebatur, et functiones suas publice exercere poterant.

*Bonaparte*, perspicuus quod, ad publicam tranquillitatem sibi necessariam et ab omnibus exoptatam, valde utilis foret pax et concordia Ecclesiæ, statim media quæsiit pactum religiosum ineundi cum Pio VII qui, die 14 martii 1800, quasi per miraculum Venetiis electus, Romam solemniter intraverat die 3 julii. Sanctus Pontifex de tantis tamque diuturnis Ecclesiæ Gallicanæ malis vehementer dolens, primam spei lucem ex totis præcordiis suscepit. Omnia Ecclesiæ jura, quantum ipsi licuit, defendere et servare conatus est. Negotiatione diu protracta, conventio tandem inita est Parisiis 15 julii 1801. Sic se habet, post præambulum:

« I. Religio Catholica, Apostolica, Romana libere in Gallia exercebitur. Cultus publicus erit, habita tamen ratione ordinationum quoad politiam quas gubernium pro publica tranquillitate necessarias existimabit.

« II. Ab Apostolica sede, collatis cum Gallico gubernio consiliis, novis finibus Galliarum dioceses circumscribentur.

« III. Summus Pontifex titularibus ecclesiarum Gallicarum Episcopis significabit se ab eis, pro bono pacis et unitatis, omnia sacrificia firma fiducia expectare, eo non excepto quod ipsas suas episcopales sedes resignent.

« Hac hortatione præmissa, si huic sacrificio quod Ecclesiæ bonum exigit, renuere ipsi vellent (fieri id posse summus Pontifex suo non reputat animo), gubernationibus Gallicarum ecclesiarum novæ circumscriptionis, de novis titularibus providebitur, eo qui sequitur modo:

» IV. Consul primus Gallicanæ Reipublicæ, intra tres menses qui promulgationem Constitutionis Apostolicæ consequentur, archiepiscopos et episcopos novæ circumscriptionis diœcesibus præficiendos nominabit: summus Pontifex institutionem canonicam dabit juxta formas relative ad Galliam, ante regiminis commutationem, statutas.

» V. Item Consul primus ad episcopales sedes quæ in posterum vacaverint, novos antistites nominabit; iisque, ut in articulo præcedenti constitutum est, Apostolica sedes canonicam dabit institutionem.

» VI. Episcopi, antequam munus suum gerendum suscipiant, coram primo Consule juramentum fidelitatis emittent, quod erat in more ante regiminis commutationem, sequentibus verbis expressum: *Ego juro et promitto, ad sancta Dei Evangelia, obedientiam et fidelitatem gubernio per constitutionem gallicanæ Reipublicæ statuto. Item promitto me nullam communicationem habiturum, nulli concilio inter futurum, nullamque suspectam unionem neque intra neque extra conservaturum quæ tranquillitati publicæ noceat; et si tam in diœcesi mea quam alibi noverim aliquid in Status damnum tractari, gubernio manifestabo.*

» VII. Ecclesiastici secundi ordinis idem juramentum emittent auctoritatibus civilibus a Gallicano gubernio designatis.

» VIII. Post divina officia, in omnibus catholicis Galliæ templis sic orabitur: *Domine, salvam fac Rempublicam; Domine, salvos fac Consules.*

» IX. Episcopi, in sua quisque diœcesi, novas parœcias circumscribent, quæ circumscriptio suum non sortiatur effectum, nisi postquam gubernii consensus accesserit.

» X. Idem Episcopi ad parœcias nominabunt, nec personas eligent nisi gubernio acceptas.

» XI. Poterunt iidem episcopi habere unum capitulum in cathedrali ecclesia, atque unum seminarium in sua quisque diœcesi, sine dotationis obligatione ex parte gubernii.

» XII. Omnia templa metropolitana, cathedralia, parochialia, atque alia quæ non alienata sunt, cultui necessaria, episcoporum dispositioni tradentur.

» XIII. Sanctitas sua, pro pacis bono felicique religionis restitutione, declarat eos qui bona Ecclesiæ alienata acquisiverunt, molestiam nullam habituros, neque a se, neque a Romanis pontificibus successoribus suis, ac consequenter proprietatem eorumdem honorum, redditus et jura eis in hærentia, immutabilia penes ipsos erunt atque ab ipsis causam habentes.

» XIV. Gubernium Gallicanæ Reipublicæ in se recipit tum Episcoporum, tum parochorum, quorum diœceses atque parœcias nova circumscriptio complectetur, sustentationem quæ cujusque statum deceat.

» XV. Idem gubernium curabit ut catholicis in Gallia liberum sit, si liberit, ecclesiis consulere novis foundationibus.

» XVI. Sanctitas sua recognoscit, in primo consule Gallicanæ Reipublicæ, eadem jura ac privilegia quibus apud sanctam Sedem fruebatur antiquum regimen.

» XVII. Utrunque conventum est quod, in casu quo aliquis ex successoribus hodierni primi Consulis catholicam religionem non profiteretur, super juribus et privilegiis in superiori articulo commemoratis, nec non super nominatione ad archiepiscopatus et episcopatus, respectu ipsius, nova conventio fieret.

» Ratificationum autem traditio Parisiis fiet quadraginta dierum spatio.

» Datum Parisiis, die 15 mensis julii 1801.

Sequuntur subscriptiones trium legatorum Papæ, *Consalvi* cardinalis, *J. Spina* archiepiscopi Corinthini, et *P. Caselli* theologi, Sanctitatis suæ consultoris; et ex altera parte, pro gubernio Gallicano, *Josephi Bonaparte*, *Cretet*, et *Bernier*, doctoris Andegavensis.

Celebrem hanc conventionem Pius VII confirmavit die 15 augusti 1801, per bullam *Ecclesia Christi*. Eadem die ad omnes episcopos Gallicanos adhuc exstantes et per varias terras dispersos scripsit, ab eis postulans sedium suarum, pro bono pacis, cessionem, et quidem intra decem dies, declarans quod si expresse et statim petitioni suæ acquiescere nollent, cogeretur eos habere tanquam renuentes et nihilominus ulterius progredi oporteret.

Ex tota Gallia, 81 tantum restabant episcopi titulares et catholici; tres jurati, Augustodunensis, Vivariensis et Aurelianensis, jam diu episcopatum abjecerant, et 51 erant mortui; 45 dimissionem suam ad summum Pontificem miserunt; 36 alii eam, cum reverentia tamen, recusarunt, allegantes, inter alias rationes, se non fuisse consultos, talem conventionem esse contra omnes leges ecclesiasticas, summum Pontificem non fuisse liberum, etc.

Attamen Pius VII dedit bullam *Qui Christi Domini*, die 19 novembris, qua cunctas Galliæ sedes supprimebat, et sexaginta novas erigebat, 10 metropoles et 50 episcopales, non solum pro Gallia, sed pro aliis provinciis Belgiæ et Sabaudia Galliæ adjunctis.

Concordatum interea semper manebat occultum in Gallia, quamvis legatus a latere *Caprara* die 4 octobris Parisios advenisset: unde omnes vere catholici, dispositiones Conventionis omnino ignorantes, non parum erant anxii. Demum die 5 aprilis 1802, minister cultuum *Portalis* idem Concordatum detulit ad corpus legislativum, a quo fuit acceptatum: simul presentavit, ex parte gubernii, et absque ulla participatione S. Pontificis, *articulos organicos* circa cultum catholicum qui pariter fuerunt acceptati et vim legis habuerunt. Catholicis, clericis et laicis, et potissimum curiæ Romanæ valde displicerunt illi articuli; videbantur enim redacti in contemptum potestatis ecclesiasticæ quam, sub pretextu politiæ externæ, nimis coercerant, exquisitis obstaculis irretiebant, variisque modis irreligious vexabant. Quidam, ex Constitutione civili clerici deprompti, formaliter erant contra disciplinam et doctrinam ecclesiasticam, et schismatis notam merebantur, v. g. sequentes:

« *Art. 36.* Pendant la vacance des sièges, il sera pourvu par le métropolitain, et, à son défaut, par le plus ancien des évêques suffragants, au gouvernement des diocèses.

» Les vicaires généraux de ces diocèses continueront leurs fonctions même après la mort de l'évêque, jusqu'à remplacement. » Hic articulus est contra dispositionem concilii Tridentini, sess. 24, c. 16, in Gallia sicut alibi receptam.

« *Art. 52.* Ils ne se permettront (les curés) dans leurs instructions aucune inculpation directe ou indirecte, soit contre les personnes, soit contre les autres cultes autorisés dans l'Etat. » Ille articulus ad absolutam religionum indifferentiam ducere videtur.

Non obstantibus his articulis, capitula, sede vacante, diœceses semper administraverunt, juxta concilii Tridentini disciplinam, et in templis catholicis nihilominus publice prædicatum est unicam religionem esse veram, atque extra ecclesiam Romanam nullam sperandam esse salutem. Nullo modo igitur vitium *articulorum organicorum* summo Pontifici aut clero Gallicano, nisi injuste et per calumniam, tribui potest; nedum enim summus Pontifex eos approbaverit, de illis e contra amare conquestus est in allocutione diei 24 maii 1802, et annuntiavit se revocationem eorum jam postulasse; verum nihil obtinuit.

Inter illos quos primus Consul ad sedes metropolitanas et episcopales nominavit, quidam fuerunt intrusi et schismatis reatu fedati. Legatus, secundum instructiones sibi traditas, retractationem ab eis exigere tenebatur. D. *Bernier* specialiter officium habuit retractationem sufficientem a suspectis obtinendi: sive autem deceptus, sive deceptor fuerit, omnes conveniunt falsum testimonium de pluribus dedisse, et legatum ipsamque curiam Romanam in errorem induxisse.

Nonnulli namque ex nominatis et institutis palam deinde professi sunt se principiis Constitutionis civilis corde et affectu semper adherere. *Portalis*, die 8 junii ejusdem anni 1802, ad omnes archiepiscopos et episcopos scribens, multas agendi regulas, etiam in rebus pure spiritualibus, eis tradidit, et in primis vetuit ne ullas retractationes exigent.

Verumtamen plerique, imo fere omnes, a sacerdotibus juramento inquinatis formalem exegerunt retractationem, vel saltem ut positive et sua subscriptione novo rerum ordini adhererent. Porro hac subscriptione eaque adhæsione exterius suo schismati renuntiabant, et, quando aliquod officium suscipiebant, jurisdictionem vere accipiebant.

Die 6 aprilis 1803, 36 episcopi qui dimissionem suam dare noluerunt, reclamaciones canonicas et reverentes ad summum Pontificem miserunt; fortiter contendebant, licet cum magna reverentia, Pium VII limites potestatis suæ excessisse. Reclamabant præsertim 1º contra ipsorum, licet de religione bene meritorum, invitam destitutionem; 2º contra suarum aliarumque sedium Galliæ suppressionem, allegantes hoc esse prorsus inauditum in Ecclesia, et omnibus

regulis huc usque receptis contrarium; 3º conquerebantur ex eo quod in re tanti momenti, ad ipsos tam proxime pertinente, non fuissent consulti, quod sacrificium dimissionis a se exactum fuisset antequam dispositiones novi Concordati noscerent; 4º contra Articulos organicos insurgere, etc. His rationibus mox responsuri sumus.

Reclamationibus istis 36 episcoporum duo alii subscriperunt, scilicet *de Chambre*, episcopus Oropensis in partibus infidelium, et *de la Tour*, episcopus Molinensis nominatus; sicque 38 erant subscriptiones. Reperiuntur etiam nomina episcoporum Tarhensis et Rivenensis; sed constat eos antea jam abdicasse.

*Bonaparte*, ex primo consule factus imperator, per senatus-consultum diei 18 maii 1804, coronari voluit a supremo Ecclesiæ capite. Pius VII, anxietatibus undique graviter pressus, voluntati Imperatoris tandem annuit, ea præcipue intentione ut negotia religionis feliciter in Gallia promoveret.

Advenit Parisiis die 28 novembris. Tunc exegit ut omnes episcopi qui schismati adhæserant et de sinceritate suæ retractationis merito erant suspecti, sequenti formulæ absque ulla restrictione subscriberent: *Ego coram Deo, declaro et profiteor firmiter me adherere et subjectum esse judicii a sancta Sede et ab Ecclesia catholica, Apostolica et Romana prolatis circa negotia ecclesiastica in ecclesia Gallicana. Sanctitatem suam rogo ut Apostolicam suam benedictionem mihi concedere dignetur.* Ipsi pertinaciores subscriperunt.

Deinde summus Pontifex, iteratis vicibus, petiit ab Imperatore ut Articulos organicos revocaret aut saltem eos reformaret, ut efficacioribus mediis Ecclesiæ Gallicanæ necessitatibus subveniret, eamque meliori modo instauraret, etc.; sed frustra petiit et rogavit, nihil obtinuit. Tristis et dolens rediit Romam, ubi in secreta allocutione cum cardinalibus, die 26 junii 1805, varias itineris sui causas et circumstantias eis aperuit.

Vix sex elapsi erant menses, cum Gallicani milites, jussu Imperatoris, plures patrimonii Ecclesiæ urbes intraverunt; omnimoda atque injustissima vexatione cœpit urgeri sanctus Pontifex. Tunc graviter turbata est et mox omnino destructa fuit concordia inter utramque potestatem. Napoleo, quascumque leges æquitatis contemnens, omnes Pontificis ditones invasit, easque per decretum diei 17 maii 1809 imperio suo adjunxit. Pius VII contra injustam et sacrilegam hanc spoliationem in faciem totius mundi solemniter reclamavit, die 6 julii, omnem pecuniariam compensationem ex parte Imperatoris indignans rejecit, eodem die longam dedit bullam excommunicationis contra auctores, fautores et executores violentiarum contra se et sanctam Sedem exercitarum: nullum tamen nominatim designabat. Exinde Pontifex in dura detentus est captivitate, et omnes cardinales per varia Galliarum loca dispersi fuerunt.

Res ita se habuerunt usque ad annum 1814, quo in pristino statu restituta sunt. Statim nova tractari cœperunt negotia pro altero concordato inter summum Pontificem et Ludovicum XVIII ineundo. Conventio fuit terminata die 2 junii 1817, non autem consummata.

Propter quasdam difficultates in cœtu legatorum exortas suspensa mansit. Anno 1822 reassumpta fuit, sed tantum quoad erectionem sedium archiepiscopaliū et episcopaliū quæ vi concordati 1817 debebant esse numero 92, et per Bullam diei 6 octobris 1822 ad 80 fuerunt reducta.

## § II. — *De secta quæ dicitur LA PETITE ÉGLISE.*

Plurima sub diversis guberniis successive præscripta fuerant iuramenta, et erant fere omnia mala, schismatica, iniusta aut impia, et ideo ab episcopis catholicis, a toto clero et ab ipso Papa fuerant damnata. Omnes sacerdotes schismatici vulgo appellabantur iurati (*jureurs*); quia omnis participatio cum ipsis in divinis officiis strictissime prohibebatur, a solo nomine intrusorum, juratorum, iuramenti et etiam Republicæ abhorrebant fideles.

Quando prodit Concordatum anno 1801, viderunt in eo aliquod non tantum permitti, sed præscribi novum iuramentum erga gubernium existens, pro consulibus et Republica publice in ecclesiis orandum esse, sacerdotes et episcopos intrusos et iuratos absque publica retractione admitti et in novos episcopos vel parochos creari, multos fidei confessores suis sedibus dejici, titulis destitui, vetera instituta abrogari, honorum ecclesiasticorum alienationes confirmari, etc., etc. Tunc magna diffidentia et quodam horrore adversus novum regimen istud præoccupati fuerunt.

Plures sacerdotes, ab omni iuramento abhorrentes, contra Concordatum insurrexerunt et fideles totis viribus a pastoribus juxta dictum Concordatum institutis retrahere cœperunt; dicebant enim illud esse quoddam monstrum totam religionem funditus subvertens: sequentibus præcipue nitebantur rationibus.

1º Pius VII manifeste contra canones et essentialē Ecclesiæ disciplinam egit, suam potestatem evidenter prætergressus est, ac proinde Concordatum est omnino nullum: unde omnes episcopi et parochi ante Concordatum legitime instituti, adhuc sunt titulares, nisi titulo suo voluntarie renuntiaverint; qui e contra vi Concordati instituti fuerunt, sunt intrusi et nullam jurisdictionem habent.

2º Non licet communicare in divinis cum schismaticis, nisi prius schisma per retractionem publicam deseruerint; id faciendum esse definierat et jusserat Pius VI: atqui iurati et intrusi ad sedes episcopales vel ad parochias nominati, iuramentum non retractaverunt, nec ullo modo schismati renuntiaverunt; quicumque igitur communicant cum illis in divinis, schismatis eorum fiunt participes: porro omnes concordatarii episcopi, clerici et laici cum istiusmodi schismaticis mediate aut immediate communicant in divinis: ergo sunt omnes schismatici. Propterea nunquam licitum est eorum templa ingredi, nec ullam habere cum illis communionem in divinis.

3º Nulla est potestas in terra quæ mandato Dei derogare possit: atqui Papa, per Concordatum, septimo mandato Dei derogavit, permittendo ut honorum ecclesiasticorum usurpatores ea tuta conscientia secure deinceps possiderent.

4º Maxime nitebantur reclamationibus canonicis episcoporum.

*Singulis his rationibus breviter respondemus.*

1º Pius VII non servavit quidem formas canonicas præscriptas in deponendis episcopis, multo minus eas quæ, secundum libertates nostras, in Gallia forent necessariae: fatemur quod in tota historia ecclesiastica nullum hujus generis reperiatur factum. Attamen merito dici non potest summum Pontificem limites potestatis suæ prætergressum fuisse; canones enim pro bono Ecclesiæ libere fuerunt conditi et ex natura sua non sunt immutabiles; certe concilium generale eis derogare, eos suspendere, vel contra illos agere posset, si utilitati Ecclesiæ id expedire judicaret: at summus Pontifex, tanquam B. Petri successor et caput totius Ecclesiæ, id omne potest quod posset concilium generale. Hanc propositionem jam probavimus, et Bossuet eam expresse admittit. Porro Ecclesia Gallicana in extrema erat necessitate tempore Concordati; a decem annis cultus catholicus erat proscriptus; multæ ecclesiæ erant viduæ; pastores superstites erant exules; innumeri sacerdotes jam mortui erant, nulli singulis diebus moriebantur, nulli ordinabantur, nulla spes pro futuro affulgebat, neque ullæ scholæ neque seminaria existebant, tota generatio crescens, in morum corruptione, in odio contra religionem, in ignorantia justi et injusti educabatur, infatigabili zelo adhuc quærebant impij sua incredulitatis principia circumquaque spargere et omnibus persuadere. Aliunde, schismatici episcopi adhuc exstantes conciliabulum Parisiis tenebant, et toti erant ut ecclesiam suam pene collapsam de novo instaurarent: maxima ergo pericula erant pro religione catholica in Gallia. Si Pius VII circumstantiam sibi oblatam rejecisset, timendum erat ne altera similis unquam occurreret, et de hac negligentia frustra postea doleret. Nihil temere præcipitavit; per undecim menses negotium protraxit, et quidquid in se erat tentavit ut meliores conditiones obtineret: ergo injustissimum esset dicere eum in hac conventionē, potestate sua abutendo, prævaricasse.

100 episcopi, contra 38, mortui erant aut dimissionem suam summo Pontifici remisissent: ergo pro eorum saltem diocesisibus Concordatum effectum suum valide sortitum esse fateri coguntur adversarii.

2º Schismatici tenebantur quidem schismati suo renuntiare et iuramentum retractare: sed forma retractionis est tantum juris ecclesiastici; itaque variare potest, et reipsa sæpius variavit. Dicitur non potest, nisi insigni mala fide, Pium VII approbasse iuramentum quod illustris ejus prædecessor damnaverat; id patet ex supradictis.

Si autem retractatio quæ exigebatur, in pluribus sincera non fuerit, hæc hypocrisis vel obstinatio summo Pontifici tribui non potest, nec impedivit quin missio eis concessa fuerit valida, ac licuerit cum illis communicare in divinis.



Præterea, monstruosa est doctrina quæ totam Ecclesiam constitueret schismaticam : atqui talis est doctrina adversariorum ; qui enim communicant in divinis cum schismaticis vitandis, eo ipso fiunt schismatici : atqui, juxta adversarios, veteres *jurati* sunt adhuc schismatici vitandi, et omnes qui cum eis communicant in divinis fiunt pariter schismatici : unde concludunt omnem clerum vi Concordati institutum, quem ideo vocant *concordatarium*, esse schismaticum, imo et hæreticum, quia errores Constitutionis civilis censetur approbare : quicumque ergo communicant in divinis cum clero functiones sacras nunc per universam Galliam exercente, fiunt eo ipso schismatici vel etiam forte hæretici ; at Papa ejusque cardinales nobiscum in divinis communicant ; hoc factum manifestum est et a nemine negatur : ergo Papa ipse est schismaticus et hæreticus, ut quidam dicere non erubuerunt de Pio VII ; idem sentire ac dicere debent de Leone XII, Pio VIII, Gregorio XVI et Pio IX, a cardinalibus schismaticis electis ; sed universus orbis catholicus cum eis communicavit. Ergo.

Insuper, si Papa publicus sit hæreticus, jam non est verum caput Ecclesiæ : attamen universa Ecclesia eum ut talem agnoscit ; universa igitur Ecclesia in perniciosissimum lapsa est errorem. Quinimo, tanto huic malo nullum sperandum remedium ; nam si Papa sit hæreticus, cardinales sunt pariter hæretici, hæreticum igitur Papam erigent et constituent.

Si, e contra, Papa, cardinales et cæteri Ecclesiæ præsules non sint schismatici, nec tales erunt episcopi juxta Concordatum instituti, siquidem ab eis reputantur legitimi. Aliunde, si Pius VII legitimum fuerit totius Ecclesiæ caput, legitimi sunt episcopi ab eo constituti ; sic enim se habet concilium Tridentinum, sess. 23, can. 8 : « Si quis dixerit episcopos qui auctoritate Romani pontificis assumuntur, non esse legitimos et veros episcopos, sed figmentum humanum ; anathema sit. »

3º *Summus Pontifex*, per articulum XIII Concordati, *septimo Dei mandato non derogavit*. Fur, bonum alienum furando, contra illud mandatum peccat : at, domino liberam condonationem faciente, non peccat bonum istud retinendo. Porro summus Pontifex, videns impossibilitatem obtinendi restitutionem honorum ecclesiasticorum jam alienatorum, dominium eorum, pro bono pacis, ad acquirentes eorumque causam habentes, tanquam moderator totius Ecclesiæ, transtulit : hinc ex injustis facti sunt justii possessores, prout dicimus in Tractatu de Contractibus. Ergo.

4º Valde immerito fautores novi schismatis reclamationibus canonice 36 episcoporum nituntur ; nam illi episcopi maxima cum reverentia summo Pontifici loquebantur, illum ut legitimum B. Petri successorem habebant, unitatem communionis semper cum illo servaverunt, in Galliam redeuntes cum novo clero publice communicaverunt, et tandem omnes, excepto uno, dimissionem suam libere concesserunt anno 1817, et ad novas sedes fuerunt nominati.

Solus D. de Themines, olim episcopus Blesensis, partes novatorum diu sustinuit et contendebat universalem se habere jurisdictionem per mundum universum, saltem per totam Galliam. Talis doctrina, huc usque prorsus inaudita, constanti Ecclesiæ disciplinæ, doctrinæ et praxi omnino contraria, cerebrum annis debilitatum vel male constitutum denotabat : auctor ejus ante mortem eam retractavit, ut videre est apud *l' Ami de la Religion*, t. LXII, p. 225.

Probavimus in Tractatu nostro simplices sacerdotes nullo modo judices esse controversiarum quæ circa religionem exsurgunt : atqui tamen in novo schismate simplices sacerdotes se constituunt judices adversus Papam, cardinales et cunctos qui existunt episcopos. Pluries damnati sunt, v. g. in Anglia an. 1808, in Hibernia an. 1809. D. Poynter, vicarius Apostolicus Londinensis, ab omnibus presbyteris Gallicanis in suo districtu residentibus exegit, an. 1818, ut per expressam declarationem testarentur se pontifici Romano Pio VII esse subjectos tanquam Ecclesiæ capiti, se cum iis omnibus communicare qui eidem Pontifici per communionis vinculum sunt uniti : quicumque formulam sibi oblatam subscribere noluerunt, fuerunt interdicti. Summus Pontifex hanc agendi rationem laudavit per breve diei 16 septembris 1818, ad D. Poynter directum, eique mandavit suam intentionem esse omnes omnino prædictæ formulæ corde et animo, absque ulla suppressione, mutatione vel restrictione, subscribere, vel ipsa facultate celebrandi Missam eos privari.

His non obstantibus, temere et audacter insurgunt illi sacerdotes contra Episcopos, eos improbantes et damnantes, contra Papam et universam Ecclesiam docentem ; ab omnibus separati sicut olim Luciferiani, gloriantur se catholicos esse. Nos vero pronuntiamus, sine ulla hesitatione, eos esse schismaticos, ab Ecclesia publice sejunctos, omni jurisdictione destitutos, extra viam salutis positos et tantummodo ministerium mortis exercentes. Hæc conclusio ex Tractatu nostro et ex modo dictis tam evidentè sequitur, ut super vacuum foret aliquid superaddere. Plurima prodierunt opuscula contra illam sectam *la petite Eglise* ; inter ea eminentem tenet locum opus cui titulus : *Jugement de l'Eglise catholique contre les nouveaux schismatiques de France, par un ancien vicaire général* ; in-8, Paris, 1821.